

COURBE DE LAFFER – TROP D'IMPÔT TUE L'IMPÔT

Arthur LAFFER



Économiste américain professeur à Stanford conseiller économique du Président Reagan, Arthur Laffer est considéré comme un des fondateurs de l'économie de l'offre (supply side economics).

La "courbe de Laffer" : au-delà d'un certain taux d'imposition, la masse des impôts encaissée par l'Etat et les collectivités publiques se réduit par suite d'une réduction de l'incitation au travail ou à l'activité (effet pervers de la fiscalité qui affecte le travail, c'est-à-dire la production et donc les ressources de l'État). Mais cette courbe n'a jamais vraiment été vérifiée et correspond plutôt à une intuition ...

A la fin des années 70, Arthur Laffer illustre l'idée selon laquelle il existe un niveau maximal de taxation au-delà duquel le produit de l'impôt diminue. Avant "t", une augmentation de la pression fiscale engendre une hausse des recettes pour l'État. Après ce point, l'effet désincitatif sur l'offre de travail l'emporte sur les recettes attendues.

"Trop d'impôts tuent l'impôt" et "Les hauts taux tuent les totaux" : mais comme aucune étude empirique n'a été effectuée, personne ne peut situer précisément ce taux, et ce dernier ne sera pas constant, car les besoins d'un État ne sont pas toujours les mêmes.

Déjà d'autres économistes avant Laffer, comme Jean Baptiste Say disait "qu'un impôt exagéré détruit la base sur laquelle il porte". Face à une augmentation des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales), les investisseurs renoncent à investir car les gains procurés sont en grande partie amputés par l'impôt. L'activité s'en trouve ralentie et les affaires aussi (moins de travail, moins de revenus) de sorte que l'État rentre moins d'impôts et aura plus de difficultés à assurer les services publics à moins d'augmenter encore le déficit public.

Une baisse des impôts, au contraire, devrait encourager les plus dynamiques et les plus entrepreneurs à investir pour gagner de l'argent, les gains étant alors moins touchés par l'impôt. Ce surcroît d'activités va créer des richesses dont vont bénéficier tous ceux qui, directement ou indirectement, y ont participé (salariés, prêteurs, actionnaires, entreprises, administrations). La croissance sera relancée. Avec l'augmentation des dépenses et de celle des revenus, l'État pourrait toucher globalement un montant plus élevé de recettes fiscales qu'avant la baisse des impôts. Rappelons que la TVA pèse sur les dépenses des ménages, l'impôt sur le revenu sur tous les revenus des ménages tandis que l'impôt sur les sociétés est calculé sur le montant des bénéfices réalisés par les entreprises.

Raisonnement cohérent et réaliste, vraisemblable mais pas certain. Si personne n'aime payer des impôts, surtout lorsque ceux-ci sont perçus comme étant trop élevés, il serait vain de croire que le niveau d'activité et le dynamisme d'une société dépendent principalement de la charge fiscale.

Car d'autres facteurs entrent aussi en ligne de compte. La confiance dans l'avenir, le contexte économique général, la prise de risque des investisseurs.

L'économie n'est pas une science exacte et rien n'est aussi simple.

Les théoriciens de l'offre avancent que le moyen d'action essentiel est la réduction des impôts, qui permet de diminuer le poids des charges fiscales sur les entreprises et de réduire la pénalisation du travail et de l'épargne. Pour ces économistes, il convient, parallèlement, de diminuer les charges de l'État-Providence, qui sont à l'origine de la hausse d'impôts. (Années 80, politique de Reagan aux États-Unis).

<http://psteger.free.fr/laffer.php>